

T2137-421-5,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

rédaction
administration
145, rue Amélot
75011 paris
tel: 805 34.08
Règlements à
l'ordre de Publico

N° 421 JEUDI 3 DÉCEMBRE 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

ORDONNANCES

POUR
VOUS FAIRE
AVALER
LA PILULE !!



SOUVENT, il en est des mots comme des choses : on s'en sert et puis on les jette. Mais certains ont la vie dure. Ils vont, ils viennent, on veut les liquider, mais ils reviennent. C'est ce que l'on appelle des mythes.

Les idéalistes et autres mystiques qui pratiquent encore un mode de pensée primaire ne font pas la différence entre les mythes, dans leur contenu, et la réalité matérielle qui les suscite. Tout anarchiste sait que derrière chaque mythe se cache une réalité matérielle ou sociale tangible, et que le mythe n'est que l'élement qui justifie les agissements des individus dans un sens donné, par rapport à la réalité matérielle qu'il dissimule. S'il est un mythe qui a la peau dure, c'est bien celui de la « démocratie ». Curieux destin que le sien.

On tient la Grèce ancienne, et plus particulièrement Athènes, pour la créatrice de l'idée de démocratie. Démocratie voudrait signifier « pouvoir du peuple », mais dans la réalité, elle fut dès le départ le pouvoir de ceux qui avaient le droit à l'appellation de « peuple » : les chefs de familles propriétaires. C'est-à-dire que dès sa naissance, la démocratie excluait les esclaves (les producteurs), les métèques (les étrangers) et les femmes. Ainsi, ce n'est pas le « peuple » qui exerçait son pouvoir sur lui-même, mais une partie de celui-ci seulement qui régnait sur l'ensemble de ceux qui vivaient là.

Il n'est donc pas étonnant que démocratie ait pris, aujourd'hui, son sens de « pouvoir au nom du peuple » : rien d'essentiel n'a été changé ! Souvent, on entend parler de démocraties avancées, ou libérales, ou occidentales. Cette expression recouvre des réalités aussi contradictoires que les monarchies parlementaires de Scandinavie, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, d'Espagne, et les Républiques diverses d'Allemagne, de France, de Suisse, d'Italie, des USA, etc. Souvent aussi, on entend parler de démocraties populaires : URSS et consorts, Chine et le reste.

Quel lien entre tous ces régimes l'emploi du mot de démocratie traduit-il ? Pour nous anarchistes, ce que toutes les démocraties ont de commun, réside dans la notion de pouvoir. En effet, le pouvoir, en tant que colonne vertébrale des sociétés étatiques, est la seule structure commune, le seul invariant que l'on peut trouver entre tous ces régimes disparates. Quelle que soit la forme extérieure qu'elle revête, une société qui se dit démocratique est une société dont l'organisation institutionnelle repose sur le pouvoir, sur le droit

que donnent à certains ses institutions de contrôler et de diriger les actes des autres, leur existence, leur vie.

Les dictatures qui récusent la notion de démocratie sont la forme première, primordiale de la société de domination. Démocratie et dictature ont en commun l'organisation du pouvoir autour de la structure étatique; elles sont deux aspects d'une seule et même chose : un pouvoir fort sait qu'il peut octroyer une certaine liberté à ceux qu'il contrôle sans qu'il soit remis en cause. Cette liberté formelle ne fait que renforcer ce pouvoir par l'illusion qu'elle entretient de libre choix, illusion sur laquelle se développe le mythe de la démocratie. Mais ce pouvoir fort ne se défait jamais de ce sur quoi il assoit sa puissance, son dernier recours en période de régression du consensus social : l'armée, la police et l'institution judiciaire.

La campagne électorale du Parti socialiste fut, comme celle des autres partis concurrents au pouvoir politique, basée sur la revendication de la démocratie. On pourrait dire qu'il s'agissait d'un fabuleux rituel, d'une cérémonie religieuse élargie au niveau d'un pays tout entier, au cours de laquelle était encensée la déesse « Démocratie », et où il s'agissait de savoir quel était le meilleur prêtre, le meilleur démocrate. Aujourd'hui, les socialistes veulent nous prouver qu'il n'est pas de meilleure démocratie que celle dans laquelle le pouvoir politique tout entier — au nom du peuple, bien sûr — est exercé par l'exécutif. Dans les démocraties bourgeoises, le pouvoir politique s'exerce à travers deux instances : une qui décide des lois et orientations, c'est le législatif, et une autre qui est sensée exécuter les décisions de la première, c'est le gouvernement. Dans les démocraties populaires, ce sont les mêmes qui se chargent de tout. En France, les socialistes ont le pouvoir dans les deux instances, de même que la droite auparavant. Ce qui signifie que la différence n'est pas qu'il faut la chercher ailleurs : dans les démocraties occidentales, les tenants du pouvoir économique sont des personnes privées; dans les démocraties populaires, le pouvoir économique est intégré à l'appareil de domination politique.

Dans ce contexte, les ordonnances du docteur Mitterrand ne sont qu'un raccourci qui permettra de gagner du temps en supprimant les palabres qui, de toute façon, n'empêcheront pas le groupe po-

litique dominant d'imposer, à l'ensemble de la population, ses décisions. Le seul vrai problème qui se pose, au-delà du labyrinthe constitutionnel, est celui de l'affrontement entre les tenants du pouvoir politiques et les tenants du pouvoir économique. Aujourd'hui, le pouvoir politique est aux mains des représentants d'une classe sociale montante : les technocrates, c'est-à-dire ceux qui possèdent le savoir nécessaire au fonctionnement des moyens de production des biens et des services, mais qui n'ont pas la propriété du capital, des usines, des terres et des instances de distribution. Cette classe sociale n'a jamais eu pour but l'abolition du salariat, mais d'accéder au pouvoir social. Et pour atteindre son but, il lui faudra court-circuiter les tenants du pouvoir économique. D'où le recours aux ordonnances.

Au nom de la déesse « démocratie », ce que veut mettre en place les socialistes n'est donc pas tant une société plus juste qu'une société dans laquelle ils remplaceraient la classe bourgeois.

Dès aujourd'hui,
abonnez-vous
au Monde libertaire
12 pages
hebdomadaires

FOP. 2520

AFFICHES DISPONIBLES A PUBLICO

nouvelle adresse
de la
librairie du
monde
libertaire
et de la
fédération anarchiste

145
rue
AMELOT
75011 Paris
tel. 805 34 08

METRO
oberkampf république
parmentier
filles du calvaire

2 F l'unité, 0,30 F à partir de 10 ex.

12 PAGES
HEBDOMADAIRES

Le monde
libertaire

EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES ET DANS LES GARES

FEDERATION ANARCHISTE

2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 ex.

Lisez le **MONDE LIBERTAIRE** hebdomadaire



FEDERATION ANARCHISTE
145, RUE AMELOT PARIS 11^e

2 F l'unité, 0,50 F à partir de 10 ex.
En autocollant : 3 F l'unité, 0,40 F à partir de 10 ex.

LE LIBERTAIRE
MONDE

chaque jeudi

Un outil au service de la
RÉVOLUTION SOCIALE!

UN SOUTIEN EFFICACE :
L'ABONNEMENT

FEDERATION ANARCHISTE

En deux couleurs : 2 F l'unité, 0,40 F à partir de 10 ex.

LISEZ

LE MONDE LIBERTAIRE

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

145, rue Amélot - Paris 11^e

dans les gares et les principaux kiosques

Bandeau : 0,15 F

Dans votre ville,
ou votre quartier,
il existe au moins un dépositaire
de notre journal

Le Monde Libertaire

organe de la Fédération anarchiste 145, rue Amélot 75011 Paris

EN VENTE

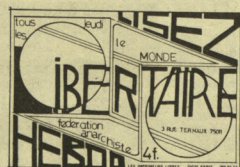
ET DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES ET LIBRAIRIES.

2 F l'unité, 0,20 F à partir de 10 ex.

AUTO-COLLANTS DISPONIBLES A PUBLICO



1 F l'unité, 0,15 à partir de 10 ex.



1 F l'unité, 0,15 F à partir de 10 ex.

Pour les commandes, rajouter 30% de frais de port

COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire au RI qui transmettront.

Les libertaires du département de l'Orne (région de Flers), intéressés par la propagande anarchiste, peuvent prendre contact avec le groupe de Flers-la-Ferté-Massé en écrivant au RI qui transmettront.

Le groupe du 10^e arrondissement de Paris informe ses sympathisants qu'il tiendra ses réunions tous les mardis soir de 17 h 45 à 19 h à Publico.

Les personnes intéressées par un renouveau des activités libertaires sur Rennes et proche région sont invitées à participer aux permanences FA de Rennes, tous les mardis, à la MJC la Paillette, à partir de 20 h, ou bien à écrire aux relations intérieures qui transmettront.

ÉVREUX

Le groupe d'Evreux de la FA organise un meeting le samedi 5 décembre à 20 h 30, salle des Associations n° 1 (derrière la mairie d'Evreux), avec la participation de Yves Peyraut. Thème abordé : *Les anarchistes et le problème social.*

Le dimanche 6 décembre, les militants du groupe d'Evreux tiendront un stand-librairie toute la journée sur la Foire de la Saint-Nicolas, place du Grand Carrefour. Pour tout contact : Cercle et Etudes sociales, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

PARIS

Les groupes E. Varlin et L. Michel de la Fédération anarchiste organisent le 15 décembre, à 20 heures, au 72, avenue Félix Faure, Paris 15^e, une réunion-débat sur le thème : *Apport de l'anarchisme et du marxisme au mouvement ouvrier.* Avec la participation de Maurice Joyeux, Jean Bancal et Daniel Guérin.

Le groupe de Tours reprend sa diffusion d'enveloppes avec des citations de Louise Michel ou de Bakounine et l'emblème de la FA.

Tarifs : 15 F les 50; 28 F les 100, 54 F les 200. Pour les commandes, s'adresser à C. Garcera, BP 835, Saint-Avertin, 37178 Chambray Cedex.

Egalement en vente à Publico.

VENTE DU

MONDE LIBERTAIRE

La liaison d'Angoulême vend le *Monde Libertaire* tous les dimanches matin, à partir de 10 h 30, au marché couvert.

Le groupe FA Albert Camus de Toulouse vend tous les dimanches matin de 10 h 30 à 12 h le *Monde libertaire* au marché Saint-Sernin.

Des militants de la FA de Savigny-Chilly assureront tous les dimanches matin, de 9 h 30 à 11 h 30, une vente du *Monde libertaire*, au marché de Chilly-Mazarin.

Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du *Monde libertaire* : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 h à 11 h 30.

LE HAVRE

Le groupe du Havre de la Fédération anarchiste invite tous ses sympathisants et toutes les personnes intéressées à son meeting : *Les anarchistes face à la gauche*, avec la participation annoncée de Yves Peyraut, le vendredi 4 décembre à la Bourse du Travail, cercle Franklin, Cours de la République, Le Havre. Venez nombreux

BAS-RHIN

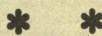
La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste participera le vendredi 11 décembre 1981 (de 19 h à 1 h) au festival *Eco-folk de Bischwiller*, foyer Saint-Léon à Bischwiller. Stand d'information sur l'anarchie et intervention par exposé de nos objectifs et moyens.

Soutenez Le
Monde Libertaire
Souscrivez

Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis
de 17 à 19 h
à la librairie La Tête en Bas
17, rue des Poëliers à Angers



Tous les mardis
de 18 à 19 h
tous les vendredis
de 19 à 20 h
26, rue du Wab-Billy
Metz - Tél. : 74.41.58

BAS-RHIN

Des militants de la liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste ont réalisé une émission sur le thème : *Guerre : maladie* (Nord-Alsace), le vendredi à 19 h 45 (100 à 104 MHz), durant six semaines, à partir du 20 novembre 1981.

A l'occasion de la sortie du *Monde libertaire* à 12 pages hebdomadaires, un tract fédéral vient d'être tiré.

Il est disponible à Publico au prix de 17, 50 F les 500 exemplaires (frais de port compris pour la province).

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Amis Lecteurs
Communiqué
L'armée rose...
Du côté du Pellerin
PAGE 4
A Boulets Noirs
Chirac super-star

Animateur municipal...
Psychologie, déontologie...
PAGE 5
Animateur municipal (suite)
Les p'tites sœurs des pauvres...
PAGE 6
Informations Internationales
PAGE 7
Spectacles, questionnaire, radio-TV
PAGE 8
Les p'tites sœurs des pauvres... (suite)
Mauroy : attention, j'ordonne !



Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue Ville

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste

en bref...en bref...

L'université Paris VIII-Vincennes, déplacée à Saint-Denis, créée dans la foulée des événements de 68, n'a jamais été dans le cœur des ministères successifs. Là encore, la gauche s'emploie à faire « mieux » que la droite. Ainsi, la restriction du budget empêche cette année le département cinéma d'acheter toute pellicule et de louer tout film et contraint ses 3 600 étudiants et ses enseignants à cesser tout fonctionnement.

Le comité de coordination des sans-papiers en lutte organise le 5 décembre 81 à 14 heures, une manifestation de Barbès à Belleville en vue de la régularisation sans condition de tous les sans-papiers, avec les mots d'ordre suivants : « A bas les lois Bonnet bis ! », « Travailleurs français-immigrés, égalité des droits ! », « Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière ! », « Non aux expulsions, à bas la répression ! », « Non aux licenciements des travailleurs sans papiers ! », « Solidarité contre les milices patronales ! »

Le 12 décembre, la Maison des Travailleurs immigrés organise une journée pour les droits des travailleurs immigrés (surtout le problème des régularisations). Une manifestation partira de Barbès à 14 heures. MTI : 46, rue de Montreuil, 75011 Paris, tél. : 372.75.85.

La fédération de la Seine de la Libre Pensée organise une manifestation devant la statue de Michel Servet le dimanche 13 décembre 81 à 15 h (devant la mairie du 14^e). Elle sera suivie, à 15 h 45 d'une conférence-débat (salle FO, 198, avenue du Maine) : l'École dite de « Jules Ferry », par Roger Labrusse.

Le numéro 40 de *Liberacana Ligilo*, organe de la section libertaire de SAT, vient de paraître. En vente à Publico : 3 F.

Les groupes de la Libre Pensée des Hauts-de-Seine vous invitent à participer à une conférence, suivie d'un débat le samedi 12 décembre 81 avec Roger Labrusse, président de la Libre Pensée. Le thème sera l'Eglise et la question sociale à travers les encycliques papales, et notamment celle intitulée *Exercens laborem* dont la presse s'est faite l'écho dernièrement. Cette réunion se tiendra au Centre de Loisirs municipal de Clichy, 55, rue de Villeneuve (m^e Mairie de Clichy, bus 74 et 174, arrêt : Leclerc-Villeneuve près de l'hôpital Beaujon).

Deux OP20, deux objecteurs en attente d'affectation et quatre objecteurs-insoumis sont heureux d'annoncer la création d'un groupe d'objecteurs sur la région de Rouen. Pe manences : le mercredi de 17 à 18 heures, 5, rue des Célestins, Rouen (76) ; adresse : groupe d'objecteurs, BP 1127, 76016 Rouen Cedex.

L'UPF (Chambéry) appelle à une réunion les 19 et 20 décembre à 14 heures en vue de mettre en place une coordination nationale qui lierait entre eux les différents groupes pacifistes et antimilitaristes nationaux et internationaux. Elle se tiendra au local APERA-MERA, 4, rue Bodin, 69001 Lyon (Croix-Rousse). Vous pouvez écrire aussi à : UPF, 88, rue Saint-Réal, 73000 Chambéry.

Un soutien :
l'abonnement

Amis Lecteurs

NOUS devons trouver 300 abonnements nouveaux d'un an pour assurer financièrement la parution du *Monde libertaire* à 12 pages hebdomadaires.

Jusqu'au 28 janvier 1982, nos tarifs d'abonnement ne changeront pas : 180 F pour 52 numéros. Soit 3,50 f le numéro à 12 pages du *Monde libertaire*. Pour le lecteur, une économie de 2,50 F par exemplaire, un service régulier qui vous apporte à domicile votre journal. Pour *Le Monde libertaire*, un apport immédiat de capitaux, sans intermédiaire pour capter leur pourcentage.

Nous pouvons soutenir la parution du 12 pages en nous abonnant, en incitant les lecteurs irréguliers à profiter du tarif actuel pour s'abonner. Trois cents abonnés nouveaux d'un an, c'est 54 000 F pour la parution du *Monde libertaire*.

Pour renforcer les abonnements, il faut faire connaître le journal par voie d'affiches à coller sur les murs des villes, à placarder dans les lieux de travail, écoles, lycées, nous pouvons répandre son titre. Par des tracts à distribuer sur les lieux de passage, dans les immeubles, les entreprises, nous propagerons nos propositions. En utilisant les invendus du *Monde libertaire*, glissés dans les boîtes à lettres, distribués dans les gares, affichant leurs premières pages, nous informerons de son contenu. Ces affiches, tracts, invendus (gratuits) sont disponibles à Publico.

N'oublions pas que *Le Monde libertaire*, organe de la Fédération anarchiste, demeure libre de son jugement et indépendant des partis, syndicats ou Eglises parce qu'il reste financé par ses lecteurs. Ce sont donc les militants et les sympathisants de la FA, les lecteurs qui doivent lui assurer son développement.

Abonnez-vous dès aujourd'hui au *Monde libertaire* 12 pages hebdomadaires. Offrez à vos amis un abonnement.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

COMMUNIQUÉ

La Fédération anarchiste appelle toutes les personnes éprises de justice et de liberté à la rejoindre pour manifester et apporter ainsi un soutien aux travailleurs immigrés sans papiers, LE SAMEDI 5 DÉCEMBRE À 14 H au métro « Barbès » à Paris.

Nombreux sont ces gens qui ont quitté leur famille et leur pays pour venir s'installer et travailler en France, mirage d'une terre de liberté. Triste illusion, forgée par les politiciens de tout bord, lorsque l'on connaît la dure réalité à laquelle sont confrontés des millions de gens, qu'ils soient immigrés politiques ou surtout économiques. Cette « terre d'accueil » se révèle être celle de l'indignité qui, au fil du temps, transforme ces êtres en éternels rejetés sociaux, rejetés du pays où ils vivent comme de celui où ils ont vécu.

Le travailleur immigré est celui qui est toléré et employé comme main-d'œuvre bon marché lorsque l'industrie a besoin de lui, et aussitôt refoulé de la société lorsque les impératifs économiques et les difficultés sociales se font sentir. Aujourd'hui, dans leur grande majorité, ces travailleurs sont toujours en situation irrégulière. Ils sont en butte à la répression, à la discrimination, à toutes sortes de contraintes physiques et matérielles. Ainsi, tous ceux qui sont rentrés après le 1^{er} janvier 1981 n'arrivent pas à déposer leur dossier.



Les conditions posées pour leur régularisation par le gouvernement exigent en effet que les travailleurs sans papiers aient un emploi stable et soient en mesure de présenter un contrat de travail. Cercle vicieux : pas d'emploi si on n'a pas de carte de séjour ; pas de régularisation si on n'a pas d'emploi.

Les mesures prises par le gouvernement en la matière se révèlent être comme toutes les promesses, de simples illusions, de faux espoirs, qui ont permis de laisser croire ce que les anarchistes ont toujours dénoncé et combattu : le fait que l'on puisse changer de société par le parlementarisme et aménager le système en conservant les structures en place, ses inégalités et ses injustices. Aujourd'hui, comme avant le 10 mai, la situation n'a pas évolué.

Les travailleurs qui disposent d'un emploi se voient licenciés par leur patron, expulsés par les flics, ou encore réprimés par les milices patronales.

Déjà, certains ont gagné sur quelques revendications, car ils n'ont confié à personne, ni remis dans les mains des politiciens quels qu'ils soient (socialistes, réactionnaires ou gauchistes) leurs luttes.

La solidarité, l'entraide doivent se développer. Les barrières raciales doivent tomber.

La Fédération anarchiste se solidarise avec les travailleurs sans papiers, soutient leur lutte pour l'obtention de leur statut — lutte pour la dignité — et insiste sur le fait que c'est par la prise en main de leur lutte, en dehors de toute récupération politicienne, qu'ils gagneront leur combat.

Nous vous appelons à venir nombreux pour apporter votre solidarité effective aux travailleurs sans papiers.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

ANTIMILITARISME

L'armée rose, on s'en fout, on veut plus d'armée du tout !

NOVEMBRE 1981. Où en est le mouvement antimilitariste en France ? Si l'on en croit les nouvelles du front, il est un peu patraque, ces temps-ci, non ? Les insoumis, généreusement amnistiés par Mitterrand, n'ont plus que quelques semaines de liberté devant eux, après ça, la répression frappera de plus belle. Les objecteurs-insoumis à l'ONF semblent, se croient plutôt, peignards, vu qu'on leur fout la paix tant que leur problème n'a pas été abordé en débat parlementaire. Les objecteurs tout court attendent qu'on leur ponde un beau statut d'objecteur-socialiste tout neuf : durée égale au service militaire, affectations plus sympathiques, etc. (le vrai pied, quoi...). Enfin, les comités de soldats pleurent à chaudes larmes parce que les vilains socialistes avaient promis un service militaire de six mois et que les vilains socialistes ne tiennent pas leurs promesses. (Ça s'appelle de l'électoratisme, ça !) Ces comités sont les seuls à être soutenus par les gauchistes.

Sans être exagérément pessimiste, qui pensera que l'institution militaire risque d'être ébranlée dans ces conditions ? Alors, que va-t-il se passer dans quelques mois (voire même quelques semaines...). C'est pas dur à imaginer : le Kamarade Henu va passer à l'offensive : d'abord, les objecteurs tout court, ceux qui acceptent de filer un an de leur vie à l'Etat, à condition que l'affectation leur plaise (caca, l'ONF) vont être heureux. Après le débat parlementaire, ils vont peut-être avoir un statut qui correspond à leurs revendications. Donc, de quoi séduire la majorité des objecteurs futurs.

Vont donc rester deux catégories de mecs vraiment antimilitaristes : les insoumis totaux et les objecteurs-insoumis au statut quel qu'il soit. Devant cette situation, Von Henu va être très clair : « Foutez-moi tous ces petits cons en taule ! Rompez ! »

Les insoumis vont trinquer les premiers (déjà des insoumis qui collaient dans le métro Châtelet ont été sauvagement matraqués et accusés de violence à agents). Faut dire qu'ils n'ont pas l'intention de se laisser faire ! Le CIA (Collectif insoumis amnistiés) organise actions sur actions, rendant Henu fou furieux ! Pour les faire taire, Henu, tu vas avoir du boulot !

Maintenant, ceux qui continuent à refuser le statut : jusqu'à présent, beaucoup choisissent de faire la demande de statut afin d'échapper aux TPFA et d'être « jugés » par un tribunal civil. Six mois fermes étant quand même plus bandants que deux ans de forteresse, à choisir, hein ? Mais combien de temps cette combine va-t-elle encore être possible ?

Restent les comités de soldats. Je ne cracherai jamais sur des gars qui se battent à l'intérieur des casernes, mais je pense que ce combat est vain. L'armée n'est pas une entreprise comme les autres. Vouloir faire du « syndicalisme » dans une caserne créer des comités hygiène-sécurité et discuter avec les gradés de la peinture des chambres et du roulement des corvées de chiottes n'a absolument rien d'antimilitariste ! C'est vouloir rendre la cage plus dorée, c'est tout !

Bon, faudrait pas croire que je suis un sale pessimiste. Je suis seulement réaliste. Notre avenir, à nous autres empêcheurs de militariser en rond, ne va pas être rose (sans jeu de mots, M. Mitterrand). Plus question d'attendre un soutien quelconque de nos ex-alliés (saluez mon regard !) qui bouffent maintenant dans la gamelle du PS. Nous ne devons plus compter que sur nous-mêmes ! Mais... « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ! » (Charles de Gaulle, 1890-1970). Au travail !

Gilbert

NUCLÉAIRE
DU CÔTÉ DU PELLERIN

SI au cours d'une conférence de presse, le PS a précisé qu'en Loire-Atlantique, il s'était toujours opposé à l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin, à 15 kilomètres de Nantes, pour des raisons de sécurité, il oublie de dire que s'il n'y a pas de centrale au Pellerin, tout s'orienterait alors sur le site du Carnet, qui se trouve à 10 kilomètres du Pellerin. Le Carnet est un bras de Loire remblayé, et il n'est pas besoin d'être expert pour imaginer la fiabilité du terrain !

Le gouvernement serait même plus tranquille avec le site du Carnet qu'il ne le serait avec celui du Pellerin. En effet, l'implantation d'une centrale au Pellerin nécessite des expropriations et entraîne une lutte avec les paysans, alors que les terrains du Carnet appartiennent au port autonome de Nantes-Saint-Nazaire qui lui est nationalisé. La population de la région semble sans réaction, s'illusionnant sans doute sur la création d'emplois grâce au nucléaire.

Le journal télévisé des pays de Loire opère en ce moment un bourrage de crânes à ce sujet.

En ce qui concerne la coordination Basse-Loire, celle-ci s'oppose au nucléaire : manifestation le 23 novembre devant l'hôtel de ville de Nantes, mais on peut émettre des réserves à son égard. N'est-elle pas formée (en partie) d'individus qui ont mis Mitterrand au pouvoir et qui pleurnichent maintenant sur la trahison des promesses électorales.

Naïveté désolante et pitoyable ! Après la décision du conseil régional favorable à 80% à l'implantation d'une centrale nucléaire en Basse-Loire, sur le site du Pellerin (sans rejeter a priori l'éventualité d'un nouveau site techniquement acceptable), il nous reste à nous battre farouchement encore plus que jamais.

Joël et Myriam (groupe de Nantes)

A BOULETS NOIRS

Si tous les égaux du Monde Monsieur Alfred Grosser trace, dans *Le Monde*, « les limites du changement. » Il implore le pouvoir socialiste de ne pas les franchir. Il ne veut pas, dit-il, que, du passé, nous faisons table rase. Sans doute parce que lui-même s'est-il bien attablé et qu'il ne crache pas dans la soupe.

Cette société, nous dit en substance M. Grosser, n'a pas que des défauts. Elle est même bourrée de qualités. C'est pourquoi, « on ne progressera guère si on ne l'acquiesce, par exemple le mouvement continu de réduction des inégalités de revenus... ».

Cette réduction des inégalités, ça vous saute aux yeux, en effet. Où est-elle donc la différence entre le smicard et ce pauvre baron de Rothschild obligé de quitter la rue Laffite ? Entre la population des ZUP et celle des châteaux ?

Entre ce brave M. Latéourec qui a bien des tracas avec ses trois milliards de pièces d'or planquées au Canada et ces deux chômeurs de Vesoul qui viennent de se suicider, chacun a bien sa part de soucis, pas vrai ?

La différence est si ténue que M. Grosser doit prendre des lunettes grossissantes pour l'apercevoir...

Les belles découvertes...

On ne se connaît jamais assez. C'est bien pourquoi un hebdo féminin vient de consacrer plusieurs pages à la graphologie, car « l'écriture est la voie vers la découverte de soi. » Le lafuz s'accompagne d'une publicité proposant une analyse graphologique... par ordinateur !

Comme quoi on n'arrête pas le progrès scientifique. L'opération coûte 60 francs. C'est l'ordinateur des pompes à fric...

Pour convaincre ses lectrices, l'hebdo démontre, illustrations à l'appui, l'importance et la signification de la longueur de leurs jambages, de l'ampleur de leur L, de la gravité de leur K et de la rondeur de leur Q.

Mais on ne sait pas, au bout du compte, de quoi elles auront l'air, quand elles se seront ainsi « découvertes ».

S.B.

SPECTACLE

CHIRAC SUPER-STAR

PITEUX maire de Paris ! Après avoir « roulé pour Mitterrand » pendant l'élection présidentielle, il ne réussit toujours pas à être le leader incontesté de la nouvelle opposition. Pourtant, ce ne sont pas les occasions qui manquent avec la politique de Mauroy, tributaire de celle de Barre et de Giscard. Les éclats de voix (objectivement réjouissants, avouons-le...) entre la nouvelle majorité et la droite, se confinant à l'Assemblée nationale, Chirac s'essaye aux déclarations fracassantes, lors de ses conférences de presse mensuelles.

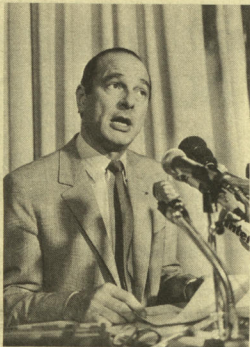
Lors de la dernière, le maire de Paris s'est vraiment surpassé ! « Moi, je suis pour la pêche à la ligne », a-t-il dit entre autres, ce qui doit réjouir les pêcheurs parisiens ! Il déciderait même de relancer cette activité sur les pièces d'eau du bois de Boulogne... Publicité électoraliste oblige ! Jusqu'où iront les politiciens pour se faire mousser auprès de « ceusses » censés apporter leurs voix ? Révons : à quand les dauphins dressés sautant dans des cercles de feu sur le canal Saint-Martin ? Mais ceci n'est, en fin de compte, que de la petite bière.

Chirac s'est aussi élevé contre les « tracasseries administratives » que l'on opposait, dans la région parisienne, aux PME dont la plupart « atteignent à peine 50 salariés » ! Paulo, pince-moi..., je rêve ! Mais non, notre cher Jacques-aux-dents-longues a bien dit ça ! Moi qui croyais bêtement ce que le quotidien nous dévoilait, c'est-à-dire que dans la plupart des industries, le patronat morcelle les grosses boîtes en de petites unités plus « souples ».

Le truc est simple : dans une entreprise de 100 ou plus, les travailleurs prennent plus conscience de la nécessité de l'ac-

tion commune. Le même individu ne réagit pas de la même façon aux attaques patronales dans une entreprise de 20 employés que dans une entreprise de 100, outre le fait qu'un comité d'entreprise (structure parfois ambiguë, mais qui effraye toujours le patronat) n'est possible qu'à partir de 50 salariés, ainsi que le délégué syndical.

Le Code du Travail stipule qu'un délégué du personnel peut être élu à partir de 10 employés. Mais l'expérience syndicale



AFP

montre que dans de petites entreprises de 20 ou 30 personnes, le repli individuel est de règle. Chacun a tendance à vouloir avant tout préserver son propre intérêt. Le patronat le sait et casse partout où il le peut les grosses unités en petites filiales, où les travailleurs n'ont plus conscience de leur force.

Et voilà que ce Chirac, maire de Paris, joue les pleureuses ! Ces pauvres petites boîtes qui ne peuvent s'agrandir ! C'est bon pour la façade, monsieur le maire, on sait où sont les véritables intérêts de classe que vous représentez.

Fernand BERNARD

ACTIVITÉS CULTURELLES

Animateur municipal et animation socio-culturelle

ALORS que, sous Giscard, un statut d'animateur municipal était à l'étude depuis trois ans, il a suffi de deux mois aux socialistes pour en sortir un de leurs tiroirs. Ça, c'est du changement !

En effet, jusqu'en juillet dernier, il n'existait pas de statut d'animateur socio-culturel en tant que personnel communal. Peut-être y avait-il, dans la réalité, des animateurs employés par des communes, mais ils l'étaient sous le titre de chauffeurs, appariteurs, cantonniers ou autres. Il y avait également une autre méthode, assez couramment employée, qui consistait à créer un office municipal sous forme d'association loi 1901, et qui pouvait alors embaucher directement un animateur, en le payant sur les subventions versées par la municipalité. Ces offices ne sont pas de simples associations, mais des associations d'associations au conseil d'administration desquelles ne participent que des notables et, bien sûr, des membres de droit qui sont des membres du conseil municipal local.

Donc, s'il n'y avait pas de statut d'animateur municipal, il existait déjà bel et bien des animateurs municipaux. Si la profession d'animateur socio-culturel est assez récente, la création d'animateurs municipaux en est la dernière innovation.

Cette profession est issue des associations d'éducation populaire, régies par la loi 1901, et qui, à l'origine, étaient entièrement animées par des bénévoles, des militants ouvriers et aussi par des curés ou assimilés. En prenant de l'ampleur, elles ont été obligées de faire appel à des permanents rémunérés. Puis elles se sont diversifiées et ont donné naissance, entre autres, à tout ce que l'on regroupe sous le terme de « MJC », « Maisons pour Tous », « Maisons des Loisirs et de la Culture », etc. Ces associations se sont regroupées en fédérations qui ont connu des vicissitudes, des éclatements, et la situation en était là jusqu'à ce que se dessine une tendance vers la municipalisation des équipements socio-culturels.

Actuellement, l'organisation de l'animation repose sur quatre partenaires principaux, en dehors des animateurs proprement dits : l'Etat, les municipalités, les associations et les fédérations. D'autre part, l'animation étant déficitaire par excellence, tout au moins au niveau économique, les associations ne peuvent faire face aux dépenses engendrées par leurs activités qu'à travers les subventions qui leur sont versées, et surtout à travers la prise en charge, par les organismes publics, des salaires versés aux animateurs.

En règle générale, ce sont les fédérations d'associations qui sont les employeurs des animateurs. Ceux-ci sont ensuite mis à la dis-

trôle direct sur l'action des associations. Et il en est de même pour les municipalités. En ce qui concerne ces dernières, elles ont un contrôle direct sur l'animateur dans la mesure où, par le biais des subventions qu'elles versent, elles détiennent le pouvoir financier, sans compter qu'elles sont co-signataires du contrat par lequel les fédérations mettent les animateurs à la disposition des associations adhérentes sur le plan local.

Ce développement du pouvoir des communes est d'autant plus fort qu'une évolution s'est produite depuis l'origine des associations gestionnaires d'équipements socio-culturels jusqu'à aujourd'hui :



position des associations. Donc, si les animateurs dépendent, sur le plan administratif, des fédérations, leurs conditions de travail sont fixées par les associations. Mais alors un problème se pose : d'où les fédérations tirent-elles l'argent avec lequel elles paient leur personnel ? Ces postes sont financés à 50% par l'Etat et à 50% par les communes dans lesquelles travaillent ces animateurs, par l'intermédiaire d'un organisme qu'on appelle le « FONJEP ». C'est autour de cette double participation de l'Etat et des communes que cela coince.

En échange de l'argent versé, l'Etat voudrait bien avoir un con-

trôle des associations sont les marchepieds privilégiés vers les mairies, et ensuite le conseil généraux, etc. Aussi, nombreux sont ceux qui ont participé à la création d'associations type MJC et qui régissent maintenant dans les mairies, soit en tant que maires, soit en tant qu'adjoints. Et ils voudraient bien, en tant qu'élus municipaux, continuer à contrôler ces ascenseurs vers les mairies, ne serait-ce que pour empêcher que d'autres s'en servent. Cela dit, il s'agit aussi et surtout d'une situation politique plus générale.

(suite page 5)

PSYCHOLOGIE, DÉONTOLOGIE ET DOMAINES D'APPLICATION

LE Syndicat national des Psychologues a réuni son VII^e congrès à Arles, les 9, 10 et 11 octobre derniers.

Une grande partie de ces trois journées a été consacrée à des problèmes relevant plus de l'éthique que de l'étude de cette spécialité paramédicale. L'axe autour duquel se sont articulés les travaux est révélateur de la démarche entreprise ; il s'agissait des « libertés d'autrui et des droits de l'homme. »

En relevant que la psychologie se développe en imprégnant la société au point de risquer de modifier notre vision du monde et des comportements des individus, mais aussi notre appréhension de l'être humain, les intervenants ont notamment insisté sur les dangers de plus en plus fréquents que les concepts et les méthodes de la psychologie peuvent faire courir aux libertés de l'homme. Parmi les

nombreux sujets traités, nous pouvons citer, entre autres, « les étiquetages scolaires [qui] façonnent la psychologie, les mentalités et les jugements des futurs citoyens », le « dévoilement de la psychologie qui, de moyen de libération de l'individu, devient moyen de contrôle et d'intégration pour structures politiques autoritaires, ce que l'on nomme psychotechnologie » ou bien « la psychologie pénitentiaire : une situation à risques [où] le psychologue doit être particulièrement vigilant, [car] le groupe social le charge d'un mandat ambigu : soit agent de surveillance (manipulation au service de l'ordre et de la tranquillité en prison), soit agent de normalisation des marginaux ».

On peut encore citer le problème des QI, des « interventions psychosociales en entreprise » ou encore « psychologie et tortures », etc. Un sujet brûlant, celui de l'internement,

a également été l'objet de réflexions de la part des congressistes qui ont précisé qu'il n'était pas qu'une affaire de santé, mais de justice et de liberté.

Demander le titre unique de psychologue, la reconnaissance du secret professionnel, le respect du Code de Déontologie, cela fait peut-être une plate-forme revendicative minimale qui peut réunir des adhérents dont les motivations sont diverses, par contre, les rassembler sur les libertés et le développement de l'individu, les droits de l'homme (même le temps d'un colloque), voilà qui touche les fibres sensibles de l'anarchiste et attire sa sympathie, même si la réflexion centrale du colloque qui touchait aux pouvoirs n'est pas allée jusqu'à leur remise en cause.

Liaison F.A. Montpellier

ACTIVITÉS CULTURELLES

Animateur municipal et animation socio-culturelle

(suite de la page 4)

Il est bien connu qu'avant le 10 mai, les socialistes et les communistes étaient largement majoritaires au niveau du secteur as-

culture, et les municipalités et associations.

C'est ce blocage qui avait fait qu'en trois ans l'ancien pouvoir n'avait pu mettre son statut d'animateur municipal au point. Il

un certain pouvoir aux fédérations et donc, en retour, aux associations adhérentes.

Mais le statut d'animateur municipal sonne le glas, à plus ou moins longue échéance, de ces fédérations (à l'exception peut-être de quelques-unes, telle la fédération de Léo Lagrange dont le président est Mauroy, et qui tendront à occuper des fonctions différentes de celles qu'elles occupaient jusqu'à présent) et donc, par voie de conséquence, des associations.

En accédant au pouvoir politique, le PS a fait tomber le principal barrage à la mise au point d'un statut d'animateur municipal. La municipalisation des équipements socio-culturels qui va en découler met particulièrement en lumière la conception des socialistes en ce qui concerne la vie associative : des associations ? Oui, mais comme moyen d'accéder au pouvoir politique quand on ne l'a pas ; et quand on le détient, c'est toujours oui, mais comme relais de l'appareil de pouvoir. Et il n'est pas besoin de sortir de l'ENA pour savoir que d'ici quelques années, les associations qui, à l'heure actuelle, gèrent les MJC ne seront plus guère que des comités d'usagers, c'est-à-dire des structures de cogestion, sans pouvoir réel.

Dans le domaine de l'animation socio-culturelle, nous sommes en train d'assister à un dernier virage avant une grande ligne droite, au bout de laquelle les professions nouvelles-nées de l'éducation populaire seront complètement intégrées à l'appareil

de pouvoir et de contrôle social qu'est l'Etat et ses mécanismes asservis.

L'éducation populaire a trois racines : une racine bourgeoise, la classe dominante voulant gérer, contrôler les dysfonctionnements sociaux engendrés par son système et son pouvoir ; une racine religieuse, l'Eglise n'ayant jamais admis de n'être plus l'appareil idéologique d'Etat officiel ; et une racine ouvrière dans la mesure où la classe ouvrière a toujours lié son combat au désir de gérer elle-même, dans sa tradition solidariste et mutualiste, sa propre production socio-culturelle. L'évo-

lution actuelle vise à extraire la racine « populaire » de l'éducation populaire, dans la mesure où il s'agit d'une éducation faite par le peuple et pour le

peuple, dans le sens de son émancipation. Maintenant, il ne s'agit plus que de l'éducation du peuple. Mais par qui sera-t-elle faite et dans quels buts ? Ceci ne fait qu'entériner un état de faits que le développement des médias et la mainmise des classes dominantes sur ceux-ci a produit : l'effondrement de la culture populaire et son remplacement par une « culture d'information » qui n'est qu'un sous-produit, une vulgarisation de la culture savante et bourgeoise, et qui ne véhicule rien d'autre que les valeurs propres aux classes



sociatif et au niveau des municipalités. En ce qui concerne le Parti socialiste, la conquête des associations était même une stratégie délibérée et consciente. Majoritaire sur le plan associatif, et municipal, la gauche ne l'était pas au niveau du pouvoir politique, c'est-à-dire de l'Etat.

Aussi, des rapports de force se sont-ils établis entre les instances de l'Etat au niveau local : Direction départementale de la Jeunesse et des Sports, des Affaires sanitaires et sociales, de l'Action culturelle et de l'Agric-

s'agissait, pour les anciens maîtres de l'Etat, de faire en sorte que la gauche ne puisse avoir le contrôle du secteur socio-culturel. Et la gauche avait beau jeu de brandir le spectre de l'étatisation des équipements d'animation et de se prétendre un défenseur de la vie associative.

Les grandes gagnantes de cette situation étaient les associations elles-mêmes : il leur était possible de jouer sur cette opposition afin de réserver une marge de manœuvre, réduite certes, mais marge de manœuvre quand même. Cela conférerait également



lution actuelle vise à extraire la racine « populaire » de l'éducation populaire, dans la mesure où il s'agit d'une éducation faite par le peuple et pour le

dominantes : bourgeoisie de gauche, bourgeoisie de droite.

Serge (Groupe Deuil-Montmagny)

Campagne d'information pour l'application des lois Neuwirth et Veil

LES P'TITES SOEURS DES PAUVRES DE LA CONTRACEPTION

C'EST bien connu, entre le moment où une lutte est menée pour l'obtention d'un droit et celui où ce droit se voit consacré par un texte législatif, il s'écoule généralement un certain temps. Le temps de la réflexion, diront certains. Le temps de la digestion et de la récupération, diront d'autres dont nous sommes.

Pour ce qui concerne l'entrée de la contraception dans le champ de la légalité, il aura fallu 83 ans très exactement pour voir la loi Neuwirth (1961) reprendre à son compte l'écume des revendications avancées par Paul Robin (1) en 1878 dans une brochure de techniques anticonceptionnelles intitulée *La Question sexuelle*. Quant à l'avortement, pratique existant depuis toujours, il aura fallu attendre 1974 et la loi Veil pour que, sous certaines conditions, les femmes puissent y avoir recours sans subir les foudres de la répression.

Comme on le voit, dès lors que l'on aborde le droit des êtres humains à disposer de leur corps, et dans le cas précis de la contraception celui de maîtriser la procréation, nos gouvernants sont du genre durs à convaincre. Comme diraient les imbeciles sans espoir qui annoncent depuis des millénaires sur le thème du changement en douceur dans le cadre de la légalité, nous touchons là au problème douloureux de l'incommunicabilité entre les gouvernants et les gouvernés. Incommunicabilité, mon cul ! Quand une loi est promulguée, c'est toujours à la suite d'une lutte, et dans le but bien précis de vider cette lutte de sa substance. Céder un peu en pondant un texte

permet généralement d'éviter de se trouver devant une situation de fait difficilement contrôlable par définition. Et puis, les miettes de liberté que l'on a été contraint d'accorder par voie législative, il est toujours possible d'en diminuer la portée en faisant tout pour qu'elles restent lettre morte. De ce point de vue, la contraception constitue un exemple de choix. Non seulement les lois Neuwirth et Veil ont corseté le droit à la contraception dans un carcan de ré-

plique des textes dont on lui avait arraché le vote. C'est ainsi enfin que rien ou presque n'a été fait pour informer les gens de leurs droits ni pour les sensibiliser au problème de la contraception. Le résultat, si on s'en réfère à une enquête récente de l'INSEE, c'est qu'un tiers seulement des femmes utilise un moyen anticonceptionnel digne de ce nom, qu'un autre tiers a recours à des méthodes dont l'inefficacité est patente (coitus interruptus, calendrier, tempéra-

communiste vient de manifester bruyamment sa volonté d'y remédier. Premier temps de l'opération, nous a dit Yvette Roudy, ministre des Droits de la Femme, lors de la conférence de presse qu'elle a donnée le 17 novembre dernier, avenue Floquet. « Notre souci sera de faire appliquer les lois existantes. » Une grande campagne d'information sera donc lancée pour sensibiliser la population au problème de la contraception et lui faire connaître ses droits. Une série de spots publicitaires passera et repassera sur le petit écran. Huit millions de dépliants donnant, par département, les adresses et les horaires des centres de planification seront mis à la disposition du public dans les mairies et dans les postes. Une campagne d'information dynamique, donc, que celle du gouvernement. Une campagne qui va voir s'engager directement, sur le plan financier comme sur celui de la diffusion de l'information, vingt-quatre ministères sur quarante-deux sollicités par Yvette Roudy et au nombre desquels on retrouve non seulement le ministère de l'Education et de la Santé, mais également, et cela ne manque pas de sel, celui... de la Défense.

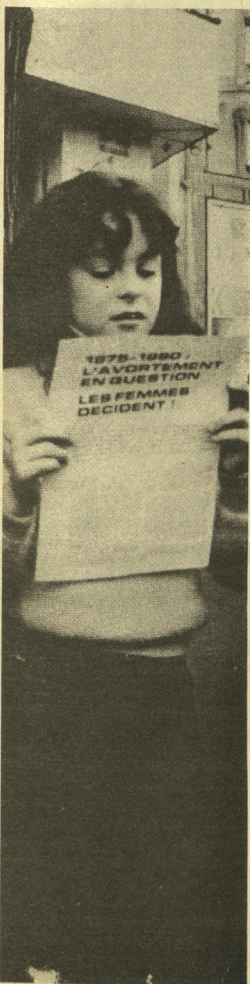
Dans les médias, l'annonce de cette campagne d'information a été accueillie avec enthousiasme et on ne s'est pas privé de porter aux nues cette preuve « incontestable » de la volonté de changement du nouveau pouvoir. Volonté de changement, mon cul ! Pour ma part, je suis étonné que l'on s'étonne, une lame admirative perlant à la paupière, de voir un gouvernement

gles, mais de plus, on s'est arrangé pour en limiter les effets. C'est ainsi que le corps médical n'a jamais repris à son compte le droit des femmes à disposer de leur corps et que sur le problème de l'avortement, il a toujours été freiné des deux pieds. C'est ainsi également que le pouvoir s'est ingénié à ne créer des centres d'orthogénie et de planification qu'au comptegouttes manifestant clairement par là sa volonté de limiter l'ap-

tures...), et que le tiers restant refuse, ignore ou se désintéresse complètement de la contraception. Conséquence logique de tout cela, le nombre des avortements ne diminue nullement avec le temps, et l'Angleterre et la Suisse continuent comme par le passé à accueillir par charters entiers toutes les laissées pour compte de la contraception. A pleurer !

Conscient de cette situation, le gouvernement socialo-

(suite page 8)



(suite page 5)

GIE ON

été l'objet de ré-
part des congres-
précisé qu'il n'é-
affaire de san-
justice et de liber-

à titre unique de
la reconnaissance
essionnel, le res-
de Déontologie,
tre une plate-for-
minimale qui
s adhérents dont
s sont diverses,
s rassembler sur
s développement
s droits de l'hom-
temps d'un collo-
touche les fibres
marchiste et attire
même si la ré-
du colloque qui
pouvoirs n'est pas
ur remise en cau-

F.A. Montpellier

informations internationales

RÉPRESSION EN GRÈCE

Interview d'un compagnon grec (suite)

Le problème des prisonniers se posait déjà sous les Colonels où l'on exigeait la libération des prisonniers politiques et la fin de la torture; il se pose toujours aujourd'hui, mais avec une différence : sous la dictature, personne ne parlait du cas des prisonniers de droit commun.

Avec la chute des Colonels, les prisonniers politiques qui s'opposent à la dictature sortent. Certains Colonels criminels devaient, eux, y entrer. Or, les politiciens ont essayé de mettre en prison le minimum de gens, pour le minimum de temps, ne tenant pas compte de toutes les horreurs commises. Pour ceux-là, certaines ailes de prison ont été aménagées en logements luxueux. Sous la pression populaire, il a malgré tout fallu mettre en prison un minimum de militaires, il fallait donc, dans le même temps, pour satisfaire la droite, enfermer également des gens de l'autre bout : les socialistes, ce n'était pas possible, les communistes non plus, Karamanlis jouant à fond la carte libérale, le Parti communiste grec était, pour la première fois de son histoire, légalisé. Il restait l'extrême-gauche, des groupes autonomes et des anarchistes. Suite à ces arrestations, personne ne protestera, le PASOK ignore le problème, le KKE est tout ravi de voir disparaître une opposition plus à gauche d'eux.

Ces prisonniers politiques, mêlés aux droits communs, vont alors organiser la défense des prisonniers, par la grève de la faim, ils dénoncent la torture, les conditions de vies inhumaines... ils réclament la fin de la violence des gardiens, la fin des exécutions arbitraires... D'autres prisonniers se suicident.

Pour la première fois, donc, des prisonniers eux-mêmes parlent des droits des prisonniers. Voici une liste de 33 revendications, sorte de Déclaration des droits des prisonniers, rédigées par les prisonniers eux-mêmes. Il s'agit d'un document extrêmement important :

Nous, prisonniers dans les prisons grecques, protestons contre les conditions de détentions inhumaines et criminelles. Nous demandons : le droit de travail dans les prisons, le droit de se nourrir (aujourd'hui, un prisonnier reçoit 60 centimes de nourriture par jour), le droit d'avoir des médecins qui guérissent et ne massacrent pas, le droit d'avoir des dentistes, des ateliers, des bibliothèques, le droit de s'éduquer, y compris pour les adultes, le droit de visite, le droit d'assister aux enterrements familiaux, l'arrêt de la censure des lettres, la cessation des répressions sexuelles, la communication avec nos compagnes, la traduction des annonces en plusieurs langues pour les prisonniers d'autres nationalités, la présence d'un traducteur lors du procès pour les inculpés d'autres nationalités, le respect de la part des gardiens,

le droit d'être présents pendant la fouille de nos cellules, l'arrêt immédiat des tortures et humiliations, l'arrêt des déportations disciplinaires, l'arrêt de toute violence physique contre ceux qui revendiquent; la suppression des prisons disciplinaires, la création de cliniques pour les toxicomanes et les malades psychiatriques, etc.

Les autorités vont se contenter de réprimer et de couvrir les bavures, justice et police étant parfaitement solidaires.

On a parlé à partir de 1974 du rétablissement de la démocratie en Grèce; or, c'est depuis cette date que se commettent dans les prisons les crimes les plus horribles ! Les liquidations physiques des gens sans aucune protection se succèdent,

très combattifs qui sont sauvagement torturés. De plus, on compte 5 000 droits communs répartis dans une quarantaine de prisons médiévales, sans chauffage, sans rien. Une bonne partie d'entre eux sont des récidivistes, c'est-à-dire qu'ils ont été condamnés à trois mois pour un simple vol, mais en prison, ils se sont révoltés et ont pris des peines très lourdes pour coups sur un gardien par exemple.

Il y a aussi des témoins de Jéhovah qui refusent le service militaire (environ 87) et sont condamnés à quatre ans de prison. Une fois libérés, ils refusent à nouveau de porter les armes et sont à nouveau condamnés à quatre ans, ainsi de suite. Certains sont en prison depuis vingt ans et sont eux aussi tor-

nistré, malgré la demande, ne se déplacera pas. Il envoie l'inspecteur général des prisons et le procureur, tous deux connus pour leurs complicités avec toutes les autorités précédentes.

Une quarantaine de femmes débute une grève de la faim en solidarité avec les enfants. Le ministre doit donc se déplacer. Il verra des gamins de 13 ans pleurer après leur mère. Le 30, de nouveaux prisonniers avalent des lames de rasoir.

Parallèlement au mouvement des prisonniers, un mouvement de solidarité populaire apparaît avec la revue créée par une jeune avocate : Katerina Latropoulou, Navarinou 8, Athènes, tel. : 36.29.870. Le titre de la revue est *De la prison*. Elle s'appuie uniquement sur des témoi-

gnages de prisonniers, nombre de faits dramatiques sont donc dévoilés à un large public, allant de la droite à la gauche, du simple employé au cadre supérieur... Journaux et partis politiques, absorbés par la campagne électorale, le combat contre le silence a été dur. Dans le même temps, se développe un mouvement de soutien aux prisonniers comprenant des marxistes de l'extrême-gauche, des situationnistes et des militants anarchistes. Mais ce mouvement, vu les comportements provocateurs de certains éléments qui n'ont rien à voir, ni avec le socialisme, ni avec la défense des prisonniers, nuit plutôt aux prisonniers et à l'expansion des idées libertaires.

Fin juillet, nous manifestons pour la libération de Sophia Kyritsis (voir ML n° 414). Les CRS attaquent, nous commençons à fuir, j'entends alors une voix qui crie : « Brisez tout, brisez tout ! », et certains éléments se mettent à briser les vitrines des magasins. Je vois, devant moi, un individu que je connaissais de vue briser le pare-brise de la voiture d'un pauvre gars qui avait son enfant dans

l'automobile ! Le lendemain, je pose la question du type : « Pourquoi as-tu brisé la voiture aux risques de blesser l'enfant ? ». Réponse : « Il faut tout briser, j'en ai marre de les voir les bras croisés ! » Voilà la mentalité de ce milieu dit « anti-autoritaire » duquel doit se démarquer le mouvement anarchiste grec qui manque aujourd'hui d'organisation, si évidemment il veut avancer. Car attaquer quelqu'un et ensuite demander son adhésion n'a rien de rationnel !

Il faut aussi noter qu'en même temps, on assiste à un mouvement de solidarité aux prisonniers grec exprimé surtout par les libertaires des autres pays.

Suite aux grèves de la faim, les journaux et partis politiques reprennent ce thème. Le 2 novembre, le nouveau ministre de la Justice, Alexandris, visite les détenus sans avoir prévenu la prison d'Athènes située juste en face de l'Acropole. Il trouve des prisonniers torturés, l'un d'entre eux tente de se suicider devant lui ! Le ministre fait alors des promesses. Depuis, les prisonniers attendent et ont donc arrêté les grèves de la faim.

— *Le Monde libertaire : Que peut-on attendre du nouveau gouvernement socialiste ?*

— Le compagnon grec : On pourrait attendre la mise à la porte des gardiens les plus exposés. Or ils sont tous exposés ! Donc, seulement quelques-uns d'entre eux seront certainement renvoyés. Aux autres, il a promis l'amélioration de leurs rémunérations ! Bien sûr, le PASOK ne supprimera pas les prisons; la société de classes persistant, les prisons sont indispensables à l'Etat. Le prisonnier subira donc toujours un gardien peu contrôlé, juge absolu, qui abusera de la situation et violera même le meilleur des règlements. Tout au plus, peut-on s'attendre à quelques améliorations, une meilleure nourriture, Merlina Merkouri, ministre de la Culture, ayant promis l'envoi de troupes de théâtre dans les prisons pour divertir les taulards. Tout cela est gentil et beau. Mais la société capitaliste restant intacte, les prisons resteront aussi intactes. Avec le PASOK, au niveau économique, le système capitaliste reste bien sûr en place. Le PASOK avait promis la nationalisation des grandes entreprises, une certaine, ce qui ne toucherait que dix familles. Quant aux petites et moyennes entreprises, elles seront aidées par l'Etat, ce sera donc pour le patronat un moyen de tirer encore plus de profit des bras des travailleurs.

— *Le Monde libertaire : En ce qui concerne la sortie annoncée de l'OTAN et de la CEE ?*

— Le compagnon grec : Rien n'est moins sûr, le soi-disant réalisme des hommes politiques permettant de remettre en cause bien des promesses.

Témoignage recueilli par
Jean-Michel (liaison Noyon)



les tortionnaires font la loi, même après les Colonels. Ce sont les mêmes qui sont restés en place. Jusqu'à maintenant, personne n'a rendu compte de ses actes, du ministre de la Justice au simple gardien, en passant par les juges ou autres autorités judiciaires. Tout le monde était d'accord pour que tortures et violences soient couvertes par le silence !

G. Xyrafis, 22 ans, PC, se suicide dans la nuit du 15 mars, suite aux pressions exercées par un médecin légiste. Pour la justice, c'est un accident ! « Xyrafis devait seulement simuler le suicide car il avait gardé un doigt entre la corde et son cou, malheureusement, son doigt a glissé. »

Spiropoulos, un prisonnier en cavale, est abattu par la police. Pour la justice, nouvel accident : c'est le prisonnier qui s'est jeté sous les balles de la police !

— *Le Monde libertaire : Depuis l'arrivée du PASOK au pouvoir, le mouvement de protestation s'est-il amplifié ?*

— Le compagnon grec : Il y a une dizaine de prisonniers politiques, dont des anarchistes,

turés et parfois même exécutés. Les autorités religieuses sont intervenues auprès du gouvernement grec, sans résultat, les militaires craignant que l'objection de conscience ne s'étende.

Enfin, certains prisonniers de droit commun, qui s'étaient solidarisés avec les politiques en grève de la faim ont été déportés dans la prison de Corfou où ils sont actuellement torturés (Savas Bamiazoglou et Panajotis Gaglias).

Les élections ont eu lieu le 18 octobre; dès le 21, une révolte se déclenche dans la prison de Thyrinthe (près de Mycènes et d'Épidaure), avec occupation de la prison. Cinq prisonniers avalent des lames de rasoir. Le nouveau ministre Alexandris envoie des enquêteurs, tandis que les prisonniers réclament le renvoi de la direction et l'amélioration des conditions de détention.

Dans une autre prison, à Corydalos, c'est la section des enfants qui se révolte, certains gamins ont 13 ans. Là encore, on réclame le renvoi du personnel pénitentiaire et le droit d'être traités en êtres humains. Les journaliers visitent les lieux, le mi-

gnages de prisonniers, nombre de faits dramatiques sont donc dévoilés à un large public, allant de la droite à la gauche, du simple employé au cadre supérieur... Journaux et partis politiques, absorbés par la campagne électorale, le combat contre le silence a été dur. Dans le même temps, se développe un mouvement de soutien aux prisonniers comprenant des marxistes de l'extrême-gauche, des situationnistes et des militants anarchistes. Mais ce mouvement, vu les comportements provocateurs de certains éléments qui n'ont rien à voir, ni avec le socialisme, ni avec la défense des prisonniers, nuit plutôt aux prisonniers et à l'expansion des idées libertaires.

Fin juillet, nous manifestons pour la libération de Sophia Kyritsis (voir ML n° 414). Les CRS attaquent, nous commençons à fuir, j'entends alors une voix qui crie : « Brisez tout, brisez tout ! », et certains éléments se mettent à briser les vitrines des magasins. Je vois, devant moi, un individu que je connaissais de vue briser le pare-brise de la voiture d'un pauvre gars qui avait son enfant dans

à 20
Pav
com
Déb
Le
Le
tress
té.
Le 5
moi
belli
tiqu
Le
Jou
Le
hers

Doss
Le 9
res
le co
Le
Quoi
vend
Le 4
voir
IVe
Le 4
Tokyo
leur
Le 8
plot.
cons
gram
—
Casa
Hum
Le 5
d'He
fusion
samer
Le 6
Mille
6 et
Le 8
ture
hum
Le 9
retou

Dieu
La v
La f
Laur
Imm
Brio
Matr
de m
Proc
J. Ro
Poète
Léo
Le L

Pou
ache
vos
Pu

les

SÉLECTION



RADIO

— **France-Culture** : le 3 déc. à 20 h : deux pièces de Pavel Kohout : *Guigne sous les combles* et *Incendie au sous-sol*. Débrouilles et combines.
 Le 4 déc. à 20 h : *Le Montenegro, pays d'espoir et de détresse*. Mais aussi terre de liberté.
 Le 5 déc. à 17 h 30 : Pour mémoire : La Hongrie. La plus belle cabane du camps soviétique...
 Le 6 déc. à 14 h 06 : soirée Jouvett-Giraudoux.
 Le 8 déc. à 20 h : *Les cahiers du sud, hier et aujourd'hui*.



TÉLÉVISION

— **TF1** : le 8 déc. à 15 h 50 : Dossier : *Les militants*.
 Le 9 déc. à 21 h 30 : *Les mémoires de la mine*, 4^e émission : le corps.
 — **A2** : le 3 déc. à 17 h 30 : *Quoi, ça existe encore ? Les vendéens de 93*.
 Le 4 déc à 17 h 20 : *Presse, pouvoir et société* : la presse de la IV^e République.
 Le 4 déc. à 23 h 05 : *Voyage à Tokyo*, de Yasujiro Ozu. Le meilleur film d'OZU.
 Le 8 déc. à 20 h 40 : *Le complot*. Les dossiers de l'écran consacrés à l'OAS. Déjà programmé la semaine précédente...
 — **FR3** : le 3 déc. à 20 h 30 : *Casablanca*. Un des meilleurs Humphrey Bogart.
 Le 5 déc. à 20 h 30 : *Les Troyens*, d'Hector Berlioz. Première diffusion intégrale en deux parties : samedi 5 et dimanche 6 (à 17 h).
 Le 6 déc. à 20 h 30 : *Henry Miller ou la sagesse du cœur*. Les 6 et 13 décembre.
 Le 8 déc. à 20 h 30 : *L'aventure fantastique*. Western et humour.
 Le 9 déc. : *Le point de non-retour*. In thriller classique.

Livres en vente à Publico

- Dieu contre Dieu*, Dalian 50 F
- La Vie de Jésus*, Dalian 50 F
- La foi ? ou... la trouille*, Launay 40 F
- Immigrés dans la crise*, Briot et Verbunt 45 F
- Matricule 21.82, « Souvenirs de ma vie... »*, Louise Michel 42 F
- Procès des Communistes*, J. Rougerie 25 F
- Poète, vos papiers !*, Léo Ferré 11 F
- Le Livre du Ça*, Grodeck 26 F

Pour les fêtes, achetez vos livres à Publico



UN QUESTIONNAIRE : POUR QUOI FAIRE ?

LES auditeurs de Radio-Libertaire entendent, depuis vendredi 20 novembre, l'appel que nous lançons, trois fois par soirée, sur nos ondes. Nous demandons en effet

plus de « cliquer » nos auditeurs. Mais comme nous l'avons souvent écrit dans le M.L. et dit sur l'antenne, Radio-Libertaire est pour nous d'abord un outil. Certes, les équipes de Radio-Libertaire (tant sur le plan technique que sur la plan animation) prennent plaisir à utiliser cette forme d'expression, mais nous n'oublierons jamais que notre but n'est pas de « faire de la radio ». Cette radio, mise en place grâce aux militants et aux sympathisants de la FA, qui fonctionne avec le soutien financier des auditeurs ayant acheté la carte, est l'un de nos moyens de propagande.

L'anarchisme, ne l'oublions pas, a été soigneusement occulté par les médias traditionnels. Seul subsistait, lorsque le mot était cité, le sens de « désordre ».

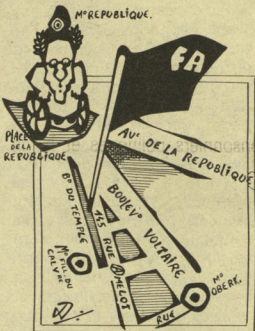
Eh bien, non, l'anarchie n'est pas le désordre ! C'est tout au contraire l'ordre, mais un ordre qui ne serait pas imposé par un quelconque pouvoir. Une société qui vise à l'épanouissement de chaque individu. Pour le dire, pour diffuser notre pensée, nous nous sommes dotés d'un journal, *Le Monde libertaire*, qui, d'une parution mensuelle, est passé à une parution hebdomadaire, et dont la pagination va augmenter à partir du 28 janvier. Nous avons acquis notre librairie; là aussi, les militants et les sympathisants ont payé de leur personne et de leurs deniers. Nous avons voulu

faire plus. L'hebdomadaire et la librairie ne touchant un public déjà au fait de ce que peut représenter le mouvement anarchiste et notre Fédération, il nous a paru indispensable que l'information sur le mouvement anarchiste atteigne un plus grand nombre de sympathisants. Et si nous voulons renforcer notre organisation, en quantité et en qualité, nous devons nous faire connaître auprès d'un public tenu volontairement dans l'ignorance de ce qu'est l'anarchisme. Que tout un chacun ne rejoigne pas la FA, nous le comprenons, mais du moins qu'il soit possible à chaque individu de savoir ce qu'est l'anarchisme.

La radio est donc, pour nous, un moyen fantastique de diffusion de nos idées. Nous voulons continuer à émettre, quelle que soit la loi que l'on nous inflige.

Mais nous souhaitons connaître un peu mieux les auditeurs. Lorsqu'on édite un journal, pas de difficulté pour savoir le nombre de lecteurs qu'il a. Mais une radio ? Nulle technique simple et peu onéreuse pour l'instant ne permet d'en connaître le nombre d'auditeurs. Bien sûr, nous recevons de nombreux coups de téléphone, soit directement dans le studio (262.90.51) pendant les heures d'émission, soit à Publico (805.34.08), du courrier et avons des visites lors de la permanence de Radio-Libertaire, les samedis après-midi, au 145, rue Amelot.

Mais chacun n'a pas le téléphone, le goût ou l'envie d'écrire, la possibilité de venir nous voir. Alors, pour être éclairés un peu plus précisément à la fois sur la qualité de réception des émissions et sur la façon dont est ressenti



le contenu de ces émissions, nous avons décidé de rédiger ce questionnaire qui nous permettra d'être plus efficaces et, nous le souhaitons, d'améliorer la qualité de nos émissions.

Merci de bien vouloir renvoyer ce questionnaire rempli à Publico, 145, rue Amelot 75011 Paris avant le 1^{er} janvier 1982.

Pour l'équipe de Radio-Libertaire Jocelyne

QUESTIONNAIRE AUX AUDITEURS DE RADIO-LIBERTAIRE (à retourner à Radio-Libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris)

1. Jours et heures d'écoute de Radio-Libertaire.
2. Depuis combien de temps écoutez-vous Radio-Libertaire ?
3. Comment avez-vous découvert son existence ?
4. Où écoutez-vous Radio-Libertaire (ville, département pour la banlieue, arrondissement pour Paris) ?
5. Quelle est la qualité de réception des émissions ? (barrez les mentions inutiles)
 TRES BON BON MOYEN MAUVAIS TRES MAUVAIS
 Si oui, combien de personnes ?
6. Etes-vous plusieurs autour du même poste à écouter Radio-Libertaire ?
 Si oui, combien de personnes ?
7. Vous arrive-t-il de téléphoner au studio (262.90.51) pendant les heures d'émission ?
 OUI NON
- Si OUI, pourquoi ? (cochez la ou les raisons)
 demande de disques OUI NON
 demande de précisions sur le thème abordé OUI NON
 apport de précisions sur le thème abordé OUI NON
 autres (précisez)
8. Quel type d'émission préférez-vous sur Radio-Libertaire ? (numérotez par ordre de préférence de 01 à 12, 01 étant le genre préféré d'émission)
 histoire du mouvement anarchiste en France
 histoire du mouvement anarchiste à l'étranger
 histoire du mouvement ouvrier
 questions sociales (prostituées, travailleurs sans papiers, écologie, en général, luttes actuelles)
- invité comédien ou chanteur.
- invité écrivain autour de son (ses) livre(s)
- rubrique espéranto
- rubrique cinéma
- rubrique pays de l'Est
- émission du samedi
- émission du dimanche
- autres (précisez)
9. Écoutez-vous d'autres radios libres ?
 Si OUI, lesquelles ?
10. Lisez-vous *Le Monde libertaire* ?
 Si OUI, depuis quand ?
11. Connaissez-vous la Fédération anarchiste avant d'écouter Radio-Libertaire ?
12. Etes-vous déjà allé à Publico ?
 Avant de connaître Radio-Libertaire ?
- Depuis que vous écoutez Radio-Libertaire ?
- Jamais ?
13. Avez-vous acheté la carte d'auditeur (soutien) de Radio-Libertaire ?
 OUI NON
14. Etes-vous militant de la Fédération anarchiste ?
- Etes-vous sympathisant de la Fédération anarchiste ?
- Etes-vous militant ou sympathisant d'une autre organisation ?
15. Age :
 Profession :
16. Commentaires éventuels sur Radio-Libertaire

Nous vous remercions d'avoir bien voulu répondre à ce questionnaire.

Pour le 12 pages : souscrivez, abonnez-vous

Là où il y a de la gêne, y'a pas de plaisir

• **THÉÂTRE :**
 L'Atelier de l'Épée de Bois présente : *Écrits contre la Commune*, depuis le 1^{er} décembre à la Cartoucherie, route de la Pyramide, 75012 Paris (représentations du mardi au samedi à 20 h 30, matinées les samedis et dimanches à 16 heures). Construite à partir des témoignages et des réactions à chaud d'écrivains dont la qualité n'est plus à vanter (A. Daudet, G. Sand, E. Zola, A. France, etc.), solidaires de la bourgeoisie apeurée et répressive face à cette « révolution crapuleuse », cette création met en scène un personnage-type qui tentera d'exorciser de ces consciences terrorisées la peur des révolutions.
 Le Grand Magic Circus raconte *Le Bourgeois gentilhomme* au Théâtre de l'Est parisien, les 4, 8, 9 et 11 décembre à 20 h 30; les 6 et 13 à 15 h, les 5 et 12 à 14 h 30 et 20 h 30.
 • **CAFÉ-THÂTRE :**
 Théophile présente son spectacle *Il y a partout des journées de chiens écrasés qui te font l'amour*, à la 25^e Heure, 4, rue Descartes, 75005 Paris, du 1^{er} au 31 décembre (relâche : dimanche, lundi, mardi). Entrées : 25 et 30 F.

• **CONCERTS :**
 Catherine le Forestier, accompagnée à la basse par Pradel, chante jusqu'au 15 décembre au Théâtre d'Edgar (tous les jours à 20 h 30, relâche le dimanche).
 Jean Guidoni chantera le 9 décembre au Centre socio-culturel de Poitiers-Ouest (86) à 21 h, et le 11 au Théâtre municipal de Saint-Brieuc (22) à 20 h 30.
 Font et Val : le 8 décembre au Théâtre municipal de Reims.
 Philippe Val : le 3 décembre au Café des Images à Hérouville-Saint-Clair (14), le 4 à la Roulotte, à Viroflay (78) et le 5 à Rambouillet (78) à la MJC Lionel Bobel.
 Djamel Allam : le 4 décembre au Creusot (71) à la Maison des Arts et Loisirs à 20 h 45 et le 8 à Rennes (35) à la salle de la Cité, rue Saint-Louis à 21 heures.
 Michel Buhler et Louis Coppaloni : le 4 décembre à Gagny, au théâtre A. Malraux, à 21 heures.
 François Béranger : le 5 décembre à Noisy-le-Sec (93) et le 8 au Bataclan à Paris, à 21 heures.

Philippe

Campagne d'information pour l'application des lois Neuwirth et Veil

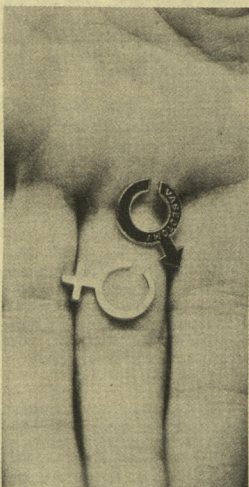
LES P'TITES SOEURS DES PAUVRES DE LA CONTRACEPTION

(suite de la page 5)

prendre des mesures pour faire appliquer les lois existantes. De plus, quand on connaît la teneur des lois existantes qui, ne l'oublions pas, sont celles de l'ancien régime, et le cortège de restrictions qu'elles véhiculent, j'ai du mal à comprendre où se situe la volonté de changement. Sans doute suis-je ce qu'on appelle un mauvais esprit, mais dans l'hypothèse (absurde) où j'aurais été touché par la grâce de l'Etat de grâce, il me semble quand même que mon appréciation du changement aurait été fonction de la capacité du gouvernement social à élaborer de nouvelles lois moins restrictives et de ses efforts pour faire effectivement appliquer ces NOUVELLES lois. De toute évidence, il y a là quelque chose qui m'échappe. Passons !

Là n'est en effet pas le plus grave. En reprenant à son compte la législation de l'ancien régime, le gouvernement continue de faire de la contraception l'affaire de la seule femme, et cela est inacceptable dans la mesure où, si la contraception est indiscutablement l'affaire des femmes, elle est également l'affaire des hommes. En effet, si la femme doit avoir le pouvoir de choisir, si elle veut ou non des enfants et quand, il est tout aussi légitime que l'homme ait éga-

lement le pouvoir de décider s'il veut ou non des enfants et quand. La femme n'est pas un objet sexuel engrossable à merci et l'homme n'est pas non plus un objet sexuel dont on peut utiliser « les services » contre son gré. En clair, la contraception n'est ni l'affaire des femmes, ni l'affaire des hommes,



ni l'affaire du couple, elle est l'affaire de l'individu. L'individu, l'être humain pour être plus précis, a le droit légitime et impres-

criptible quelque soit son sexe et son âge de décider s'il veut ou non procréer et à quel moment. Charge à lui de faire que son désir de procréer, quand désir de procréer il y a, rencontre le désir de l'autre.

Dans ces conditions, il est dommage que notre « bon » gouvernement socialiste, si soucieux, dit-il, de changer les choses, ait oublié, dans le cadre de sa grande campagne d'information, de parler en plus de la contraception au féminin, de la contraception au masculin. C'est d'autant plus dommage que depuis quelques années, un certain nombre d'hommes, regroupés au sein d'ARDECOM (2), se sont lancés sur la voie de l'expérimentation de méthodes contraceptives masculines et que les résultats obtenus, tant au niveau de la pilule pour homme que de la chaleur, se révèlent particulièrement positifs. La pilule pour homme, par exemple, est déjà opérationnelle. Il en est de même pour le Gocypol, une substance extraite du chanvre, qui a été testée avec succès en Chine sur des dizaines de milliers d'individus.

Comme on le voit, les « techniques » contraceptives masculines ne manquent pas. Ce qui manque par contre, c'est la volonté politique de les mettre en œuvre, et de ce point de vue, le nouveau gouvernement en

est tout autant dépourvu que l'ancien. Au fond, quand on y réfléchit bien, on s'aperçoit que le soi-disant humanisme dont



(1) Paul Robin (1837-1912) : anarchiste contemporain de Bakounine, directeur de l'orphelinat de Cempuis de 1880 à 1894

il se targue si volontiers ne pète pas très haut et qu'il ressemble à s'y méprendre à celui des p'tites sœurs des pauvres. Les pauvres, on l'aura deviné, c'est nous. Qu'on ne s'étonne donc pas si nous disons haut et clair que nous n'en avons que faire. Nous n'avons pas attendu l'arrivée de la gauche au pouvoir pour prendre nos affaires en main, nous continuerons donc, malgré la gauche.

Jean-Marc RAYNAUD

où il fit passer, avec succès, le test de la réalité à la liberté de l'enfant, et fondateur de la Ligue néo-malthusienne en 1895.

Sur Paul Robin, lire « Paul Robin » par Jeanne Humbert. En vente à Publico.

(2) Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine. Edite une revue dont deux numéros sont parus ce jour. Ils sont en vente à Publico.

Mauroy : attention, j'ordonne !

APRÈS la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, Chirac y alla de son petit coup d'Agit-Prop : oui, les Français voulaient voir une autre bobine à la présidence de la nation, mais ce n'était pas pour cela qu'ils voulaient un changement de société... et ils le prouveraient par leur vote aux législatives. Habile réponse à ceux qui l'accusaient d'avoir roulé pour la gauche; mais les élections législatives ont montré que les menées machiavéliques du maire de Paris se soldaient par un cuisant échec.

L'Assemblée nationale connaissait un raz-de-marée socialiste et un hebdomadaire satirique, « dangereux pour les jeunes » pouvait parler d'éléphant rose... symbole pachydermique de la toute-puissance socialiste au gouvernement. Cela réconfortait les partisans de la voie parlementaire pour arriver au socialisme : « avec une telle majorité, ils vont pouvoir vraiment œuvrer pour le changement ! » La suite démontra que non, ou plutôt que la définition du changement reste fluctuante. Il y a eu toute une série de mesures destinées à remettre les choses en place, c'est-à-dire dans les limites d'un social-démocratie patrie d'humanisme. Les injustices flagrantes institutionnalisées par ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler l'ancienne majorité ont été gommées. La peine de mort a été abolie, la loi anti-casseurs renvoyée aux ténèbres d'où elle n'aurait pas dû sortir, pour ne citer que quelques exemples.

Ces mesures sont louables et provoquent des grondements dans les rangs de la droite, ce qui est toujours réjouissant, mais font preuve de sentiments un peu frieux. Le mort d'ordre du PC, « faites payer les riches », semble plus clair, s'appuyant sur une analyse de classe plus saine que celle qui consiste à vouloir ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire gérer les affaires de la France, dont celles de la droite... Les 35 heures par paliers ravalent les pauvres travailleurs au rang de scaphandriers en route vers l'air libre !

Tout cet ensemble de décisions, de comportements montre clairement que le PS cherche à ménager, non pas la droite (opposition nouvelle...) mais les couches intermédiaires, artisans, petits patrons, cadres, etc. qui ont assuré sa victoire aux législatives. La « rose au poing » à la majorité à l'Assemblée, mais sur les questions touchant au

grisbi, elle tergiverse, coincée entre divers intérêts.

Les travaux des cinq sites nucléaires suspendus le 30 juillet : Chooz (Ardenne), Golfech (Tarn-et-Garonne), Le Pellerin (Loire-Atlantique), Cattenom (Moselle) et Civaux (Vienne) seront bientôt « dégelés » par décision du Conseil des Ministres... Maître Badinter fait entrer dans son cabinet comme conseiller technique aux affaires judiciaires le juge Pech, anciennement président du tribunal d'instance de Toulouse, réputé « juge de fer » et considéré par certains comme le magistrat le plus répressif du département. Mais si, on vous a pourtant dit que l'ère de « Monsieur Plus » Peyrefitte, c'était fini...

Que veut vraiment le PS ? Gérer habilement, comme le suggère « gentiment » le PC, les affaires de la droite, en ayant d'abord donné des assurances minimales aux diverses sensibilités rassemblées à la Bastille en juin dernier ? Ou la « force tranquille » avance-t-elle imperturbablement ses pions pour ses propres intérêts, insensible à toute critique ?

Ordonnances ou forces tranquilles ?

La supériorité parlementaire du PS lui permettant de faire, (presque), ce qu'il veut, on comprend mal la décision de Mauroy de recourir à des ordonnances. Ce procédé de gouvernement est prévu à l'article 38 de la Constitution : « Le gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la Loi. »

Mauroy, porté à l'Hôtel de Matignon par des voix populaires, un des chefs de file du PS, aurait recours à des dispositions constitutionnelles qui ont permis en 67 à de Gaulle de se dispenser de l'avis de l'Assemblée nationale ? A l'époque, ce qu'il est convenu d'appeler les forces de gauche avaient répondu vigoureusement à ce qu'elles considéraient comme un excès de pouvoir du général. On osait discuter les dispositions que le héros de la France libre daignait accorder à son bon peuple de France ! Serait-il impertinent, voire subversif, de faire un parallèle ? Mauroy a présenté au Conseil des Ministres ses mesures dans les domaines concernant la durée hebdomadaire du travail, celle des congés payés, l'âge de la retraite, les 22 contrats de solidarité. On peut légitimement penser que toutes ces questions ne font pas l'actualité au sein du PS, sans parler du PC.

Les raisons officielles sont bien sûr tout autres : les parlementaires sont saturés de réunions, il faut des « moyens exceptionnels » pour « une action rapide et décisive », disait Mauroy le 12 octobre à l'Assemblée. Comme ça, pas d'opposition au sein de la nouvelle majorité, pas de longs débats où les « maximalistes » divers pourraient exposer leurs conceptions. En effet, les promesses du candidat Mitterrand (arrêt du nucléaire, 35 heures, service militaire, décentralisation...) ont été prises par parole d'Évangile par nombre de gens. Des députés ont dû être élus sur ces bases; le gouvernement reculant

Considérant la machine « France » comme nécessitant quelques petites réparations, le gouvernement veut, par exemple, favoriser le commerce intérieur, les PME. On aide donc l'investissement des entreprises, envisageant de pénaliser même celles qui licencient.

Pour les « contrats de solidarité », nouvelle arme de guerre du gouvernement contre le chômage (n'ayant pas encore d'existence légale), le problème est le même : à part quelques grosses entreprises voulant « se faire bien considérer par le pouvoir politique », ce n'est pas la foule à Matignon. Le président du groupe RPR, Claude Labbé, pose le problème dans des ter-



AFP

sur tous les fronts, des questions doivent franchir les lèvres des « bœuf-ouï » de la première heure. On peut même se demander si des députés PS ne seraient pas fermement décidés à se battre pour que les promesses, toutes partielles soient-elles, deviennent réalité ! Les « 35 heures tout de suite » transformées en « 39 heures en 82 » ont été de ces colosseaux qui ont dû être durés à avaler par plus d'un barbu que d'aucuns soupçonnent d'un « activisme dévastateur ».

Dans les limites parlementaires de l'action à l'Assemblée nationale, Mauroy se pare sur sa gauche ! Le gouvernement PC-PS va donc, pendant quelques temps, agir à sa guise. Et selon quels principes ? Celui, en fait, du capitalisme d'Etat.

mes claires : « Si j'étais chef d'entreprise, je demanderais surtout au Premier ministre de ne pas s'intéresser à moi. Les chefs d'entreprises demandent qu'on leur donne la liberté. » Le capitalisme privé ne veut pas entendre parler du capitalisme d'Etat ! Mais ce sont tous les deux des capitalismes, à moins que le dictionnaire mente...

Capitalisme d'Etat ou intérêts des travailleurs ?

L'ensemble de ces mesures gouvernementales montre, s'il était encore besoin de le préciser, que le départ de Giscard d'Estaing n'a pas changé les données fondamentales de la question sociale : nous sommes toujours en régime capitaliste. Le gouvernement s'essaye timidement à certaines réformes, mais le fond du problème reste

la croyance aux vertus d'un capitalisme d'Etat. La machine Etat, changeant de valeur quand on change les hommes qui tiennent les rênes. Comme disait Zinoviev en Russie : « La NEP (Nouvelle Économie politique), c'est le capitalisme d'Etat prolétarien. »

La croyance, partagée par PC, PS, Ligue communiste, OCI and Co, que le but suprême est un Etat « amélioré à la carte », conserve de fortes attaches dans l'idéologie dominante. La libération de la classe ouvrière, pour les anarchistes, ne doit pas passer par la conquête de l'Etat, mais par sa destruction. L'Etat est un organe de répression politique, tout comme de régulation économique; il fonctionne par substitution de pouvoir : la bourgeoisie se décharge sur lui de tout ce qui concerne la protection et la préservation de ses intérêts généraux. Croire qu'un Etat « aménagé » peut amener la libération de la classe ouvrière est une leurre. Citons le général Trotsky : « L'ouvrier ne fait pas de marchandage avec le gouvernement soviétique; il est subordonné à l'Etat, il lui est soumis dans tous les rapports du fait que c'est son Etat. » (Terrorisme et Communisme). C'est-à-dire que la substitution de pouvoir devient absolue, la classe ouvrière n'a plus rien à revendiquer en tant que classe, un appareil politique prétendant la diriger au nom de ses intérêts.

Aujourd'hui, en France, les directions syndicales accueillent les directives du gouvernement comme d'autres du pain béni. Tout étant « globalement positif », il en résulte un renforcement de l'at-tentisme chez les travailleurs. Les 35 heures, la retraite, « ils » s'en occupent ! « Ils » désignent, avant, les permanents syndicaux; maintenant, c'est la gauche au gouvernement.

Nous, anarchistes, pensons qu'il n'y a rien à attendre de la gestion démocratique de l'Etat. Par sa nature, il sera toujours un instrument d'oppression. Au service de la bourgeoisie, il gèrera ses affaires en laissant les miettes suffisantes pour les revendications immédiates des travailleurs.

« La libération de la classe ouvrière par la voie parlementaire ! » Ce slogan fait toujours recette. Les anarchistes veulent autre chose : que personne ne décide à la place des travailleurs, que ce soit eux qui gèrent la production, les échanges et la répartition, basés sur les besoins de la population, supprimant ainsi l'Etat et toute exploitation économique.

Jean-Pierre GERMAIN